



Mathilde VANDORPE
DÉPUTÉ.E LES ENGAGÉS
AU PARLEMENT DE WALLONIE

RAPPORT D'ACTIVITÉS

SESSION ORDINAIRE 2022 - 2023

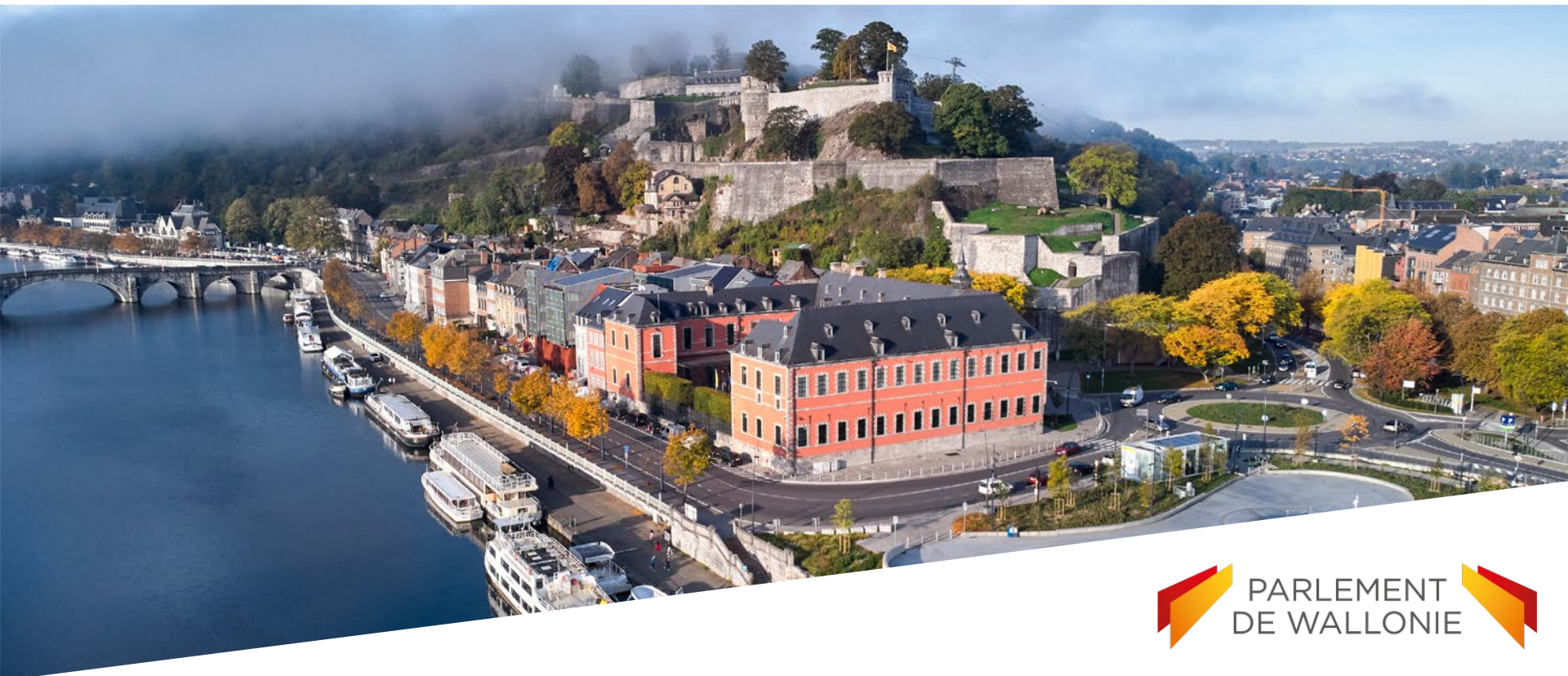


TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	3
PRÉSENTATION DE LA DÉPUTÉE	5
PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES	7
A. PARLEMENT DE WALLONIE	8
1. Proposition(s) de décret	8
2. Propositions de résolution	11
3. Questions adressées au Gouvernement	
B. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES	18
1. Proposition(s) de décret	20
2. Propositions de résolution	23
3. Questions adressées au Gouvernement	
AUTRES ASSEMBLEES	28
CONCLUSION	29



AVANT-PROPOS

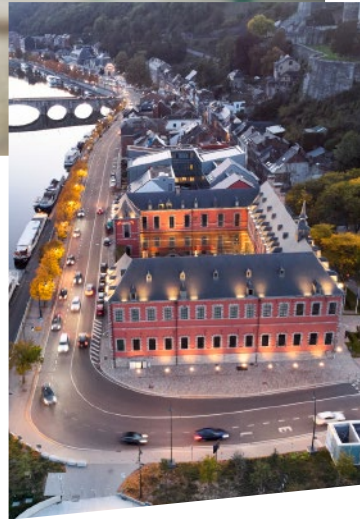
Mathilde VANDORPE

DÉPUTÉ.E LES ENGAGÉS
AU PARLEMENT DE WALLONIE



Le but étant toujours de faire avancer les choses peu importe de qui viennent les bonnes idées.





Cette session parlementaire 2022-2023 qui se clôture nous fait arriver dans la dernière année de cette législature. Pour la première fois depuis 2020, nous avons pu reprendre notre travail parlementaire de manière habituelle. Non sans oublier la crise et ses conséquences évidemment.

Comme à mon habitude depuis que j'ai été désignée pour représenter la population, je serai de la plus grande transparence. Je vous partagerai donc ici les grands enjeux sur lesquels je me suis attardée tout au long de l'exercice.

Cette année, je suis intervenue 101 fois au Parlement de Wallonie et à 97 reprises au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles par le biais d'interpellations, de questions d'actualité, de questions orales et écrites.

A Namur, je me suis concentrée sur les questions liées, cela s'imposait à la santé et à l'action sociale (54 % de mes interventions). Le plus souvent, elles concernaient les personnes en situation de handicap et des résidents dans les maisons de repos, la pénurie de médecins généralistes et tout ce qui orbite autour,

les structures qui encadrent ceux qui ont besoin de plus d'attention. 8 % de mes interventions étaient aussi consacrées à la mobilité, aux transports et à la sécurité routière. Contournement de Lessines, mobilité en WAPI, sécurisation de la RN48, transport scolaire ou Grand-Place de Leuze, etc. Enfin, je suis intervenue en matière d'emploi, de Droit des Femmes, d'Energie, d'Égalité des Chances et de Pouvoirs locaux.

Enfin, je suis aussi intervenue en matière d'emploi et de formation, d'environnement, du droit des femmes et de l'égalité des chances, du tourisme et in fine, des infrastructures sportives.

Au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, mon travail concernait principalement l'Éducation avec 95 % de mes interventions. J'étais particulièrement attentive à la réforme des rythmes scolaires et ses conséquences, à l'apprentissage des langues, à la situation des enseignants/directions et à l'usage du numérique que cela soit du côté des élèves comme des professeurs.



PRÉSENTATION DE LA DÉPUTÉE

MATHILDE VANDORPE

PARTI : Les Engagés

CIRCONSCRIPTION : Tournai-Ath-Mouscron

COORDONNEES :

Rue Saint-Pierre, 4/ 6 - 7700 Mouscron

0475 806 105

hello@mathildevandorpe.be

www.mathildevandorpe.be





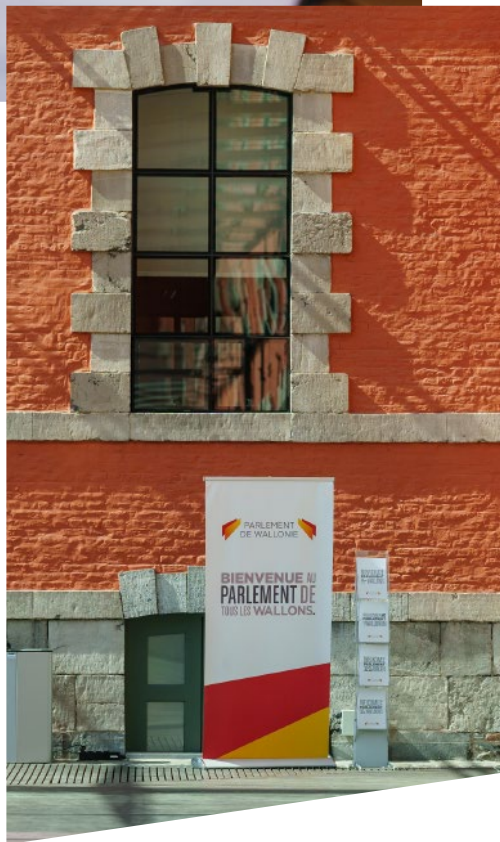
Vous pouvez retrouver le détail de toutes ces interventions ainsi que leur contenu écrit et vidéo via les sites des parlements (www.parlement-wallonie.be & www.pfwb.be)

Au-delà des interpellations adressées aux membres des Gouvernements, nous intervenons de manière constructive en commissions et en séance plénière sur les propositions de décret et sur les décrets. Le but étant toujours de faire avancer les choses peu importe de qui viennent les bonnes idées.

Outre les interpellations relatives à l'ensemble des citoyens wallons et francophones, je suis régulièrement sollicitée concernant des problématiques plus locales. Dès que possible, je rencontre les acteurs socio-économiques de ma région pour m'imprégner au maximum de leur réalité, de leurs problèmes, de leurs attentes.

Il va sans dire que ce travail de relais constitue un « essentiel » de ma charge et je vous invite à ne jamais hésiter à me contacter personnellement. Votre députée est là pour vous représenter en tant que citoyens et c'est fièrement que je me mets à votre disposition en la matière.

Merci pour votre confiance et excellente lecture !



PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES



1. PROPOSITION(S) DE DÉCRET

20/09/2022

Modification des articles 6 et 16 du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires afin de mieux garantir le maintien des emplois et des projets soutenus dans le cadre des APE.

La présente proposition de décret vise à mieux garantir le maintien des emplois soutenus par la Wallonie dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE). A cette fin, elle prévoit un système d'indexation des moyens octroyés plus souple et plus conforme à l'évolution de l'inflation. La présente proposition de décret prévoit également un système récurrent d'indexation spécifiquement destiné à permettre aux employeurs concernés d'assumer l'évolution des salaires liée à l'ancienneté des travailleuses et travailleurs et aux accords salariaux intervenus au sein des commissions paritaires concernées. Ce double objectif implique la modification du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires.

1. PROPOSITION(S) DE DÉCRET

09/11/2022

Instauration d'un contrôle des comptes du Parlement wallon par la Cour des comptes en vertu de l'article 180 de la Constitution

La présente proposition de décret crée une mission de contrôle des comptes du Parlement de Wallonie par la Cour des comptes en vertu de l'article 180 de la Constitution.

14/02/2023

Insertion d'un article 18/1 dans le décret du 3 décembre 2020 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives et abrogeant le décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives en vue de soutenir le fonctionnement des infrastructures sportives subsidiées dédiées à la pratique de la natation.

La présente proposition de décret vise à assurer un soutien financier sur base annuelle aux piscines dont l'infrastructure a été subsidiée par la Région wallonne afin de promouvoir l'accès au plus grand nombre à celles-ci.

1. PROPOSITION(S) DE DÉCRET

06/03/2023

Création d'un registre des cadeaux octroyés au Pouvoir exécutif

La présente proposition de décret crée un registre des cadeaux octroyés aux membres du Pouvoir exécutif. L'absence d'inscription d'un cadeau reçu dans ce registre implique une amende pénale.

21/03/2023

Autorisation au Gouvernement wallon d'interdire l'usage de services de plateforme essentiels au sens du Règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 pour cause de menace pour la sécurité des données des centres publics d'action sociale et des associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale

La présente proposition de décret vise à permettre au Gouvernement wallon d'interdire l'usage et l'accès à des services de plateforme essentiels, au sens du Règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique et modifiant les directives (UE) 2019/1937 et (UE) 2020/1828 (règlement sur les marchés numériques), qui représentent une menace pour les données des centres publics d'action sociale et des associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

La présente proposition de décret applique par ailleurs directement une telle interdiction au service de plateforme essentiel TikTok aussi longtemps que le Conseil national de sécurité considérera ce service comme une menace pour la sécurité nationale.



2. PROJETS DE RESOLUTION

16/05/2023

Anticipation de la mise en œuvre du paquet législatif européen « Ajustement à l'objectif 55 » comprenant une tarification en matière climatique.

La présente proposition de résolution vise à défendre efficacement les particularités de la Wallonie dans le cadre de l'adoption du paquet législatif européen « Ajustement à l'objectif 55 ». Cela nécessite une estimation anticipative précise de l'impact de ce paquet législatif pour les familles, les entreprises et les pouvoirs publics de la Région wallonne. Cette analyse est indispensable pour anticiper les effets de cette modification majeure et doit également permettre d'assurer une répartition optimale de la part belge du Fonds social pour le climat européen qui est un outil indispensable pour réussir l'acceptation sociale de la transition énergétique.

27/06/2023

Accélération de l'accès au numérique et de la connectivité des écoles.

Les auteurs de la présente proposition de résolution ont pour objectif d'appeler les pouvoirs publics à se coordonner pour fournir aux écoles les moyens humains et techniques correspondant à leurs besoins en fonction de leur situation et pour faire face aux défis du numérique.

3. QUESTIONS

Santé & Action Sociale

- le Plan forte chaleur et pics d'ozone 2023
- la fin de l'isolement automatique après un test de dépistage de la Covid-19 positif (2)
- la tutelle du Fédéral pour les quotas de médecins
- la pénurie de médecins généralistes en Wallonie picarde (2)
- le suivi des projets Impulseo (2)
- l'élargissement des primes Impulseo
- les 2 millions d'euros débloqués pour l'aide alimentaire (3)
- la fermeture de la maternité du Centre de santé des Fagnes à Chimay
- l'explosion du nombre de bénéficiaires du statut BIM
- le dépistage du cancer du côlon
- le suivi de Proxisanté
- les suicides en prison
- l'inexistence des soins psychiatriques pour personnes séjournant à domicile (SPAD) dans l'avant-projet de décret modifiant le Code wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne la santé mentale et ses services actifs en Wallonie
- la manifestation du personnel d'Armonea à Ottignies
- le rapport de l'enquête spéciale du groupe ORPEA
- l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2020 fixant le cadre organique de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles
- l'étude alarmante des Mutualités chrétiennes sur la santé des Belges en fonction de leurs revenus

3. QUESTIONS

Santé & Action Sociale

- la gratuité des préservatifs pour les 18-25 ans
- le rapport des stratégies concertées Covid Wallonie
- la fin de l'accompagnement des services de promotion de la santé à l'école (PSE) par les centres locaux de promotion de la santé (CLPS) en Wallonie
- le test de dépistage du papillomavirus (2)
- les mesures mises en œuvre en Wallonie pour contenir la Covid-19
- l'épidémie de grippe
- les subsides supplémentaires accordés aux projets de cohésion sociale de la Région de Bruxelles-Capitale
- la Journée mondiale des personnes porteuses de handicap
- le refus de l'Agence pour une vie de qualité (AViQ) de liquider les budgets pour le dossier patient informatisé (DPI)
- l'épidémie de bronchiolite
- le projet d'arrêté relatif à l'aide individuelle et à l'intégration de l'AViQ
- le retour temporaire des masques dans les maisons de repos et de soins (MRS)
- l'avancement du Plan Alzheimer en Wallonie
- la campagne de vaccination contre la variole du singe en Belgique
- la nouvelle campagne de vaccination automnale contre la Covid-19
- l'étude du "Johns Hopkins Institute" concluant à l'inutilité des mesures de restriction des libertés pour diminuer la mortalité due au Covid-19
- les jetons de présence octroyés aux membres des commissions d'avis ou de recours relevant des compétences de Madame la Ministre
- l'importance d'une alimentation saine

3. QUESTIONS

Santé & Action Sociale

- les allocations de la Direction générale Personnes handicapées (DGPH)
- l'appel à projets "Digi-parents" de la Fondation Roi Baudouin
- les allocations de la Direction générale Personnes handicapées (DGPH)
- l'avancement du Plan Alzheimer en Wallonie
- la gratuité des préservatifs pour les 18-25 ans
- l'état des institutions de santé mentale en Wallonie
- le projet de décret relatif aux services de santé mentale
- le projet n°252 du Plan de relance de la Wallonie intitulé "Accroître l'offre d'accueil et d'hébergement en faveur des personnes les plus vulnérables"
- le rapport de la Cour des comptes au Parlement wallon relatif au parcours d'intégration organisé par la Région wallonne
- les 150 millions d'euros d'économies structurelles réalisées en 2022
- la limitation d'âge pour l'octroi de l'aide individuelle à l'intégration de l'Agence wallonne pour une vie de qualité (AViQ)
- la prime à l'intégration de l'Agence wallonne pour une vie de qualité (AViQ)
- les aides à l'adaptation de la situation de travail de l'Agence wallonne pour une vie de qualité (AViQ)
- l'état et le contrôle des centres hospitaliers psychiatriques en Wallonie
- l'évaluation du Covid Safe Ticket

3. QUESTIONS

Emploi

- la mise en œuvre et le financement des projets "Territoires zéro chômeur de longue durée" (2)
- l'augmentation de la rétribution des travailleurs des agences locales pour l'emploi (ALE)
- l'iniquité des conditions de recrutement des responsables d'équipe des agences locales pour l'emploi (ALE)
- l'appel à projets "soutien vers l'emploi des personnes en situation de handicap"
- l'augmentation de la valeur d'échange du titre-service en Wallonie
- le projet de réforme des dispositifs des articles 60 et 61 de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976
- le courrier adressé par le FOREM aux responsables des agences locales pour l'emploi (ALE)
- le développement d'emplois pour les personnes en situation de handicap (3)
- la création annoncée de cellules "Coup de boost" à l'attention des jeunes sans emploi et ne participant ni à l'éducation ni à la formation (NEET)
- l'accord relatif aux politiques asymétriques et ses conséquences sur le contrôle des chômeurs en Wallonie
- la réorientation du Plan de relance de la Wallonie

Droit des Femmes

- la lutte contre les violences faites aux femmes (2)
- l'accès aux soins et la prise en charge médicale des femmes
- la lutte contre la précarité menstruelle (2)
- l'appel à projets commun pour la prévention et la lutte contre les violences gynécologiques et obstétricales (2)
- les nouvelles places d'urgence pour les femmes victimes de violences conjugales ou intrafamiliales

3. QUESTIONS

Energie

- les aides énergétiques aux résidences-services (3)
- les aides au secteur de la santé face à la crise énergétique
- la mise en œuvre de la nouvelle réforme des primes énergie pour les particuliers

Egalité des Chances

- le plan interfédéral contre le racisme
- le soutien aux familles monoparentales
- le financement du secteur d'interprétation en langue des signes en Wallonie
- le rapport de la Cour des comptes relatif au parcours d'intégration des personnes étrangères
- la pérennisation du projet de partenariat entre le Service d'interprétation des sourds de Wallonie (SISW) et l'Epée

Pouvoirs Locaux

- l'usage des bâtiments communaux
- le recrutement d'un agent communal à Estaimpuis en violation des principes généraux de droit (4)

3. QUESTIONS

Travaux et mobilité

- le contournement de Lessines
- l'aide à la mobilité octroyée aux services d'aide à domicile et aides ménagères titres-services
- les problèmes d'inondations sur la RN512
- l'annonce de la fermeture de points d'arrêt et son impact sur la mobilité en Wallonie Picarde
- la réfection du tronçon régional de la rue du Touquet à Comines
- l'aménagement cyclopiéton le long de la N48
- l'état déplorable de la RN515 à Comines
- le transport scolaire en enseignement spécialisé
- la réfection de la RN60 et de la Grand-Place de Leuze-en-Hainaut

1. PROPOSITION(S) DE DÉCRET

11/10/2022

Proposition de décret modifiant l'usage de la langue d'enseignement dans les épreuves externes certificatives (CEB, CE1D et CESS) et créant une attestation de suivi de l'apprentissage en immersion linguistique

La proposition de décret vise à modifier l'usage de la langue d'enseignement (français) dans les épreuves externes certificatives (Certificat d'études de base, Certificat d'études du 1er degré et Certificat d'enseignement secondaire supérieur) pour les élèves qui sont inscrits dans un parcours d'apprentissage en immersion linguistique, au moment de la passation de ces épreuves. Elle vise également à créer une attestation indiquant que l'élève a suivi un parcours d'apprentissage en immersion linguistique dans la langue choisie.

23/05/2023

Proposition de décret instaurant un master de spécialisation en Enseignement multilingue et préparant les futurs enseignants à enseigner en immersion dans l'enseignement obligatoire

La présente proposition vise à créer un nouveau master de spécialisation en enseignement multilingue préparant les futurs enseignants à enseigner en immersion dans l'enseignement maternel, primaire et secondaire.

1. PROPOSITION(S) DE DÉCRET 21/06/2023



Proposition de décret modifiant le décret du 31 mars 2022 relatif à l'adaptation des rythmes scolaires annuels dans l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire, spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale et aux mesures d'accompagnement pour l'accueil temps libre

La présente proposition vise à modifier le décret du 31 mars 2022 relatif à l'adaptation des calendriers annuels dans l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire, spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale et aux mesures d'accompagnement pour l'accueil temps libre en fixant de manière transitoire, pour les années scolaires 2023/2024, 2024/2025 et 2025/2026 un plus grand nombre de semaines communes avec les communautés flamande et germanophone, tout en maintenant un nombre de jours d'activités pédagogiques égal à 180.

2. PROPOSITIONS DE RESOLUTION

17/11/2022

Proposition de résolution visant à fixer un cadre réglementaire mesuré faisant droit à la déconnexion électronique des membres du personnel de l'enseignement et des élèves

La présente proposition de résolution, en mettant en avant la thématique du droit à la déconnexion électronique (numérique) dans le monde de l'enseignement, tant du côté des membres du personnel enseignant (enseignants, éducateurs, directions) que du côté des élèves et des parents, vise à fixer un cadre à négocier en la matière. Ce cadre permettrait à chaque membre des communautés scolaires de mener ses tâches d'apprentissage et de gestion d'école et son rôle de parent-éducateur dans de bonnes conditions.

14/03/2023

Proposition de résolution visant à renforcer l'éducation physique et l'éducation à la santé ainsi que le sport à l'école

La présente proposition croise deux visées : la valorisation des cours d'éducation physique et de sport (EPS) (objectifs, attendus, conditions de pratique sportive) et le développement d'activités d'EPS en dehors de la grille horaire, mais à l'école, à travers une modification de la journée scolaire.

2. PROPOSITIONS DE RESOLUTION

12/04/2023

Proposition de résolution visant à accélérer la lutte contre la pénurie d'emplois dans l'enseignement obligatoire

L'enseignement maternel, primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé, de plein exercice et en fait face depuis plus d'une décennie à une pénurie de candidats. Au-delà des mesures déjà prises par les gouvernements pour la contrecarrer ou rendre le métier plus attractif, à causes multifactorielles, nécessité fait loi. L'urgence demande une panoplie de mesures permettant aux pouvoirs organisateurs et directions de recruter des membres du personnel afin que l'enseignement soit dispensé à tous les élèves de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

18/07/2023

Proposition de résolution visant à accélérer la mise à jour de l'équipement numérique et la connectivité des écoles

La proposition de résolution vise entre autres une mise à jour de la Stratégie numérique pour L'Education et une concertation accrue entre la Fédération Wallonie-Bruxelles et les Régions en matière de connectivité et d'équipements numériques des écoles, notamment au niveau du modèle « un pour un », suivant les recommandations récentes de la Fondation Roi Baudouin.

2. PROPOSITIONS DE RESOLUTION

07/06/2023

Proposition de résolution demandant à la Communauté française de plaider auprès du Gouvernement fédéral pour une majoration substantielle des quotas tenant compte des besoins réels en Wallonie et à Bruxelles

Le contingentement fédéral du nombre de médecins et de dentistes ne cesse d'accentuer la pénurie d'offre médicale en Wallonie et à Bruxelles. Certes, un consensus semble désormais partagé entre les entités fédérées sur la nécessité d'accorder des quotas supplémentaires aux Communautés. Toutefois, les quotas de médecins approuvés par le Gouvernement fédéral pour 2029 demeurent à nouveau insuffisants compte tenu de l'acuité de la pénurie et de l'évolution des besoins en matière de soins de santé. Pour la Communauté française, le quota ne constitue en outre qu'une forme de régularisation qui ne mènera pas à diplômer davantage de médecins. Considérant le déficit structurel de médecins et de dentistes généré pour ces quotas INAMI, la présente proposition de résolution vise à demander au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles de plaider auprès du Gouvernement fédéral pour une majoration substantielle des quotas tenant compte des besoins réels en Wallonie et à Bruxelles.

3. QUESTIONS

Education

- Dossier d'accompagnement des Elèves (DAccE) (3)
- Information sur les dispositions relatives à la gratuité dans l'enseignement fondamental
- Impact des modifications du décret inscriptions sur les élèves du Nord-Ouest de Bruxelles
- Impact du nouveau calendrier scolaire et évolution de la réflexion en Flandre et en Communauté germanophone
- Modifications dans la réforme des rythmes scolaires
- Communication des résultats des épreuves externes du CEB organisées en juin 2023 (2)
- Quelles méthodes pour l'apprentissage des langues modernes ?
- Rapport annuel de monitoring "FLA"
- Accès des élèves en immersion dans le dispositif FLA/FLE
- Prévention des assuétudes en milieu scolaire
- Démarchage d'enseignants auprès des parents d'enfants en âge de scolarisation
- Enseignement à domicile (2)
- Anticipation de la généralisation du néerlandais par certains PO
- Guide « L'enseignement en FWB pour les élèves à besoins spécifiques »
- Suivi de la résolution relative au soutien déterminé aux « personnes-ressources techniciens numériques » au sein des écoles primaires et secondaires ordinaires et spécialisées de la Fédération Wallonie-Bruxelles (2)

3. QUESTIONS

Education

- Plaisir d'écrire et l'usage des outils numériques pour améliorer la maîtrise de l'écrire chez les élèves (2)
- Bilan des inscriptions en 1re année du secondaire (2)
- Formation professionnelle des membres du personnel de l'enseignement et des centres PMS
- Jours blancs lors de l'année scolaire 2022-2023 (2)
- Loi relative à l'aidant qualifié et ces répercussions sur les compétences de la Ministre
- Outils pédagogiques à disposition des enseignants en vue des élections 2024
- Formation des aides-soignants dans les établissements d'enseignement secondaire
- Services d'accrochage scolaire (3)
- Accessibilité des écoles aux PMR et autres aménagements raisonnables cofinancés par Cap48
- Suivi des pistes de réflexion concernant l'avenir des DOA (3)
- Adaptation à l'Enseignement de la loi fédérale visant à renforcer le congé d'adoption et d'instaurer le congé parental d'accueil
- Périodes complémentaires « paramédicales » dans l'enseignement spécialisé (suivi)
- Frais scolaires : les manuels et livrets à compléter (2)
- Classement des implantations de l'enseignement obligatoire bénéficiaires de l'encadrement différencié
- Dispositif d'accompagnement FLA et DASPA
- Ecoles en dispositif d'accompagnement (suivi)
- Cours de natation dans le nouveau Tronc commun
- Passation des épreuves et délivrance du CEB dans les communes à facilités (2)
- Répartition et utilisation des enveloppes du PRR pour l'Education (2)
- Choix de la seconde langue en Wallonie (2)

3. QUESTIONS

Education

- Choix de la seconde langue en Wallonie (2)
- Transport scolaire : toujours des élèves de l'enseignement spécialisé sans bus
- Fermeture du CDPA de Saint-Hubert
- Prise en charge d'élèves français dans les écoles d'enseignement spécialisé
- Usage des smartphones à l'école
- Procédures de maintien exceptionnel durant le parcours de l'élève dans le Tronc commun
- Remboursement des frais et évolution des modalités de transport des personnels de l'enseignement
- Dérogation aux contenus et attendus définis dans le référentiel des compétences initiales
- Ecoles en dispositif d'ajustement (2)
- Gestion de l'outil PIX dans les écoles et stratégie numérique pour l'Education (2)
- Dossier d'accompagnement des Elèves (DAccE)
- A quand de nouvelles solutions pour pallier la pénurie d'enseignant-e-s ?
- Ecoles en dispositif d'ajustement (suivi)
- Journée internationale de l'Education
- Guide pour l'élaboration du ROI dans les écoles
- Organisation de la fin d'année scolaire
- Impact de ChatGTP sur l'apprentissage et les travaux des élèves dans l'enseignement obligatoire
- Table ronde « Handicap intellectuel et inclusion scolaire » (suivi)
- Rupture dans l'accompagnement des services PSE et CPMS en Wallonie
- Jurys linguistiques
- Résultats des forums d'échanges autour des thématiques du Pacte pour un Enseignement d'excellence

3. QUESTIONS

Education

- Bien-être et santé des jeunes dans et aux abords des écoles
- Résultats des épreuves de recrutement au Service général d'inspection (suivi)
- Passeport pour la réussite scolaire et bien-être dans l'éducation numérique
- Ludovia 2022 - Festival des pédagogies numériques
- Journée internationale contre la violence et le harcèlement en milieu scolaire (2)
- Absence d'élèves les jours précédant les deux semaines de congé
- Lieux de formation IFPC
- Situation des internats en Fédération Wallonie-Bruxelles
- Des élèves de l'enseignement spécialisé sans transport scolaire en Fédération Wallonie-Bruxelles
- Bilan de la rentrée dans les options 'service aux personnes' du secondaire
- Revendication des enseignants dans le cadre de la manifestation du 13 octobre
- Résultats des épreuves externes certificatives CE1D et CESS de juin 2022
- Recours contre les décisions de conseil de classe pour la 2e session
- Niveaux des élèves du secondaire en FWB
- Ecoles à pédagogie Steiner-Waldorf
- Obligation scolaire pour les jeunes Ukrainiens
- Contrat de gestion de l'IFPC, orientations et thèmes prioritaires pour les formations interréseaux
- Litige entre des membres du Service général d'inspection et la Communauté française

3. QUESTIONS

Jeunesse & Aide à la Jeunesse

- Répercussions des rythmes scolaires sur le Brevet d'animateurs
- Situation d'un jeune en errance contraint de dormir sous tente

Enfance

- Répercussions des rythmes scolaires sur le Brevet d'animateurs

Enseignement supérieur

- L'enseignement supérieur non universitaire aura deux semaines de congés en commun avec l'obligatoire

AUTRES ASSEMBLEES





- Conseillère communale - Mouscron (Cheffe de Groupe)
- Membre de l'équipe communale des Engagés de Mouscron
- Membre des bassins de vie de Mouscron/Comines & Tournai/Ath
- Administratrice au sein de l'intercommunale IPALLE (Gestion des déchets)
- Administratrice au sein de la Prairie de Mouscron (ferme pédagogique)
- Administratrice au sein de l'ASBL Futur Aux Sports
- Présidente de l'ASBL Ferme Saint Achaire (crèches)
- Présidente du Foyer Tibériade (foyer d'hébergement pour personnes en situation de handicap)
- Présidente de l'ASBL Royal Dauphins Mouscronnois (Waterpolo, natation, aquagym, aquajogging et école de survie)

CONCLUSION



La politique, dans le sens noble du terme, a évolué. La manière dont nous sommes vus par une partie de la population, suite aux agissements peu exemplaires de certains, est regrettable. Pour ma part, j'ai toujours voulu m'investir et contribuer au développement de ma région et au bien-être des habitants. Avant d'être députée, j'ai été jeune militante, ensuite conseillère communale et puis échevine.

Lorsqu'on commence un parcours comme le mien, on n'a pas « l'ambition » de devenir parlementaire. On met un pied dedans comme on dit car on aime s'investir pour les autres. Et au fil des années, du travail abattu, de nombreuses rencontres, on avance, on évolue et oui, on se retrouve sur les bancs du Parlement de Wallonie. Sans aucune prétention, ce n'est ni du hasard, ni du copinage.

Comme je le dis de plus en plus souvent, j'invite les citoyens, peu importe leurs sensibilités politiques, à s'investir davantage. Et comme j'ai pu vous le dire dans l'introduction de ce rapport, je me tiens à votre entière disposition pour vous écouter, pour échanger ou vous éclairer.

Editeur responsable : Mathilde VANDORPE